

Pour un Tous Ensemble, un débat politique s'impose

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 3 décembre 2018

Avec le mouvement des Gilets jaunes, nous voici devant un débat qu'il est fondamental de ne pas escamoter. Si aucune provocation ne vient précipiter encore la crise politique, nous devons mieux définir entre nous les enjeux et les axes d'action dans la période Soyons réalistes : il ne sert de rien de classer « à gauche » ou « plutôt racistes » et de discuter un à un les points d'exigences des Gilets jaunes qui circulent. Ils témoignent des inquiétudes, de vraies revendications et des confusions qui appellent une large discussion politique. Gardons-nous, quand les discussions doivent encore se préciser, de figer les formulations et les « mesures immédiatement nécessaires pour débloquer ».

1°) Il est inscrit dans une durée.

75% de la population se prononçaient pour les luttes contre la Loi El Khomri (2016), puis contre la Loi Travail, et plus de 70% des usagers pour le soutien aux cheminots.

Maintenant 80% pour la mobilisation contre la politique d'austérité.

Depuis trois ans, avec continuité, au moins les 2/3 des habitant.e.s de ce pays approuvent les mobilisations contre les politiques néolibérales.

2°) Il se produit malgré, ou même contre, les défauts de la gauche.

Au vu du taux d'abstentions dans les élections et les « opinions favorables » aux partis de la gauche (moins de 30% pour le moment), on peut penser que, de fait, une partie de nombreux électeurs, par ailleurs mobilisables et mobilisés, marquent leur désaveu de lignes et pratiques politiques (le gouvernement Hollande, la gauche, dont le PCF et FI, pour la séquence en cours).

Observons aussi l'écart entre la participation limitée aux mobilisations syndicales, hormis les débuts de la grève de la SNCF, et l'expression du mécontentement aujourd'hui : ceci devrait inciter à une discussion sérieuse.

Pour la défense des exigences de classe, les problèmes de redistribution et de fiscalité ne peuvent sans risque être discutés à part des rapports au travail.

Des exigences [alternatives] de classe sont à construire, mais l'effacement politique, idéologique et culturel d'une gauche de lutte et la crise stratégique du syndicalisme de transformation sociale peuvent aboutir à une négation, en fait, de ces exigences.

3°) Le mécontentement est en même temps l'enjeu d'une bataille idéologique.

Confondre les cotisations sociales (part socialisée des salaires) avec « les taxes », les « charges sociales », le « poids de la fiscalité », – comme le font tous les agents culturels liés aux sociétés de pensée de droite et libéraux-, c'est une bataille constante dans les médias. Nous ne pouvons pas y répondre en nous contentant de critiquer les erreurs d'information : à force de répétition, « rétablir la réalité » au sujet des cotisations sociales finit par devenir peu audible.

Il nous faut donc traiter de façon radicalement différente la question du travail.

Notre mouvement, en lien avec des réflexions syndicales trop peu connues, y a assez réfléchi. Prenons la question centrale frontalement, justement parce qu'elle est tend à être escamotée.

Entre 9 450 000 et 10 450 000 de personnes dans des situations

de chômage et de statut de précarité

Ensemble ! a commencé à faire comprendre, dans quelques tracts et articles sur le site, que 10 millions de personnes de la population active sont au chômage à plein temps ou à temps partiel. : 4.250.000 hors emploi (toutes catégories comptées) et 6.200.000 précaires. Dans la diversité des précaires on se

perd dans les statuts : ils sont 13% des emplois du privé et 20% dans le public. 80 % des embauches sont des contrats de moins d'un mois. Sur dix ans, 29 % d'allocataires n'ont jamais eu de contrats de plus de 10 mois.

Il est décisif pour une perspective de classe de faire apparaître cette réalité des « surnuméraires » ou des sous-statutaires (temps partiel imposé, faux indépendants, contrats atypiques divers...) Le « chômage » réel comporte diverses situations nommées différemment . Souvenons-nous du fait politique majeur : le chantage de la classe dirigeante (« vous acceptez ou vous descendez plus bas ! ») fait un outil central pour maintenir son ordre, utilisé même par la bourgeoisie pour opposer les « bons salarié.e.s qui se lèvent tôt le matin pour aller au boulot» aux « relativement inemployables » ou pire aux « fainéants-fraudeurs » qu'il faut punir.

Nous devons donc nous exprimer, en tant qu'organisation : soumettre nos propositions au débat.

Dire comment éradiquer les situations de pauvreté...

Cela passe par des choix sociaux et politiques qui dessinent un autre monde.

56 milliards de dividendes sont dans les mains des actionnaires. Il faut récupérer une grande partie de cette plus-value accumulée par les grands actionnaires pour faire société en commun. C'est tellement insupportable que nous pourrions proposer de faire un front commun, sur ce sujet, avec une partie des revues se réclamant du christianisme, qui ont commenté le scandale à leurs yeux : « Dans un monde où l'année dernière 82% des richesses créées dans le monde ont bénéficié aux 1% les plus riches, est-il encore raisonnable de rémunérer un patron du CAC 40 257 fois le SMIC ? ». (Aleteia, mai 2018). Citons ceux ayant les taux les plus élevés de redistribution des bénéfices en dividendes aux actionnaires : le sidérurgiste ArcelorMittal, l'énergéticien Engie et le leader mondial de la gestion de l'eau Veolia. Oxfam et Basic appellent le gouvernement « à reprendre la main sur cette économie déboussolée avec des mesures de régulation ambitieuses », « en préservant la capacité d'investissement et

en interdisant que la part des bénéfices reversée aux actionnaires dépasse celle qui est reversée aux salariés ».

Rendez tout de suite les 3 milliards de l'ISF...

Cette exigence paraît comme une insolence forte et irréaliste, En fait c'est très peu de choses en comparaison des 56 milliards de dividendes, auxquels il faut ajouter la fin indispensables de cadeaux au patronat (les 40 milliards du CICE...) et des 80 milliards d'évasion ou d'optimisation fiscale. Une véritable réforme fiscale, l'éradication des paradis fiscaux... sont des mesures qui peuvent rapidement financer d'autres choix, utiliser l'argent existant autrement. Répondre à toutes les urgences sociales les plus brûlantes et qui s'expriment aujourd'hui, et pour le droit au salaire, au travail et à la formation c'est possible.

A condition d'en avoir la volonté politique.

Il faut donc ces réponses immédiates : prendre l'argent des mains où il est arrivé abusivement (du fait des « aides » de l'Etat, des bas salaires dans les PME, des prix serrés à tous les étages, des dispositions pour les principaux profiteurs et leurs pouvoirs...)

Re-prendre immédiatement cette part des richesses produites ne permettra pas de supprimer les mécanismes dont ils/elles profitent, c'est certain. Il faudra donc aussi débattre de quelques réformes radicales. Ces réponses devraient être profilées pour les jours qui viennent et pour les semaines où les débats vont rebondir. Citons trois domaines de réformes.

Pour les droits des travailleurs.

En imposant, tout de suite, l'égalité de salaires entre les femmes et les hommes, il est possible de contraindre les employeurs, tous, à intégrer une mesure de justice qui, en même temps, assurerait la prospérité des caisses de retraites pour au moins les 20 ans qui viennent. Cela se sait. Mais qu'en fait-on ?

Il faut en finir avec le chômage et les précarisations

Nous pouvons, avec les milliards récupérés sur les dividendes mettre en place une sécurité sociale universelle. Pour imposer, aussi vite que possible, un nouveau statut du travail

salarié, l'abolition du chômage... Dans l'immédiat, avec un autre usage des richesses existantes, la sécurité sociale doit être un droit universel. Nous proposons (et les dispositifs concrets existent et doivent être soumis au débat public) de réunir tous les salarié.es et les précaires autour un nouveau statut pour un salaire garanti pour toutes et tous, un statut qui garantisse une sécurité professionnelle : une indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité, l'établissement d'un service public de l'emploi qui oriente et qualifie, le droit aux études, à la formation choisie (y compris pour les salariés qui veulent changer de travail), à la qualification reconnue... Arrêt immédiat de la chasse aux chômeurs, des atteintes à leurs droits.

Comment le payer ? Finissons-en avec le discours sur les « charges » : que les groupes qui profitent du travail de toutes et tous contribuent enfin aux droits de toutes et tous. Souvent, l'essentiel du travail de production est fait par des personnes mal payées, dans de petites entreprises dont les grands groupes assurent le montage définitif et la commercialisation. Nous avons une proposition : qu'une ponction soit faite sur les grands groupes d'actionnaires pour qu'ils participent en fonction de leurs moyens à une péréquation pour les salariés des PME. Qu'ils paient pour la Sécurité sociale pour toutes et tous .

Une société qui reconnaisse une égalité nouvelle, en rapport avec les richesses sociales et culturelles de toutes et tous.

Celles dans les services publics.

Reprenons des lignes SNCF et organisons d'autres transports collectifs, etc... Des transports adaptés et gratuits, pour toutes et tous ! Voilà qui devrait être aussi le débouché des discussions locales que Jupiter élyséen apeuré veut concéder au peuple. Sur tout cela bien des expressions des Gilets Jaunes eux-mêmes, ainsi que des positions syndicales, et des associations de défense des services publics existent et sont là pour alimenter le débat. Il faut des dispositifs de financement pour mettre fin aux statuts précaires dans les Fonctions publiques.

Des « régies locales » ou des associations, ou des coopératives doivent donner des garanties à toutes les personnes qui travaillent dans les aides à domicile et les EPHAD... et autres tâches de services aux personnes aujourd'hui uberisées. Tous ces secteurs sont des tâches de services et de fonctions publiques ou à mettre en commun.

Il faut des cadres locaux de coordination des travaux d'équipements en économie d'énergie, garantir salaires et conditions de travail pour les salarié.e.s de toutes ces entreprises.

Des droits dans les entreprises

Toutes ses propositions doivent s'accompagner de droits nouveaux dans les entreprises pour combattre les despotismes « cool » du management : il faut viser la démocratie, l'autogestion dans les lieux de travail pour vraiment rendre possible une réelle réduction du temps de travail qui doit s'accompagner d'une réorganisation démocratique du travail contre le droit absolu d'user et d'abuser des propriétaires

Au niveau européen aussi nous pourrions reprendre, ici, le calcul sur le SMIC, les minimas sociaux, et les relations qui sont possibles avec les différences de situations.

Pour tous les droits politiques et civiques.

Même sans vouloir tout traiter, évidemment, cette question est présente ; elle a donné lieu à des actes nettement condamnés par le mouvement des G.J.

Sans développer ici cette dimension, la mobilisation en cours amène à rediscuter des questions des migrants, des sans-papiers, et des résidents... Évidemment, dans le marasme du mouvement ouvrier, des prises de parole plus ou moins « racistes », ou xénophobes sont entendues.

Mais, comment les prenons-nous ? Si nous ne nous laissons pas déstabiliser, nous avons plusieurs points d'appui, que nous devrions mobiliser pour les faire discuter. Les positions antiracistes des organisations syndicales et les campagnes de la LDH, que nous pouvons lier au regroupement Rosa Park, et au grand mouvement de soutien aux migrants autour de l'égalité des droits, ne sont pas rien. Nous savons aussi

l'évolution des opinions en France en faveur du droit de vote pour tous les résidents ; les documents du collectif « J'y suis/j'y vote » sont certainement pleinement d'actualité. Qu'on se rende compte que 70% des jeunes de 18 à 24 ans sont favorables à ce que tous les résidents européens ou extra-communautaires aient le droit de vote, même 65% parmi les électeurs de La république en Marche ; et malgré le poids de la droite et de l'extrême droite, 58% des français en tout. Rendons-nous compte que ces opinions s'expriment alors que les débats publics n'en parlent pas : une vraie bataille politique pourrait donc donner de très bons résultats.

Pour changer vraiment, cela doit commencer.

Nous devons répondre à l'enjeu, après des années qui ont trop été marquées par un mépris des appareils politiques pour les réalités des « gens de la moyenne », des salarié.e.s, et de tous les subalternes plus ou moins précarisé.e.s. Faisons-le en nous appuyant sur une intuition juste répandue dans la population : cette société, la « nôtre » est bien assez riche pour que nous y vivions autrement .

Pragmatiquement, accompagner les exigences portées par la colère ne doit pas enfermer celle-ci dans des solutions qui seraient des impasses...

Notre démarche, pour être utile devrait être d'affirmer « ce qui serait juste » et d'agir pour imposer des pas en avant.

Il est nécessaire de compléter les dénonciations contre les bas salaires, les bas revenus des retraité.e.s, par les exigences fortes, une logique sociale d'ensemble : droit au salaire, droit au travail, droit à la formation, droit aux études.

En même temps, pour sortir des injustices, pas de minimas sociaux au-dessous de 1000€ (60% du salaire médian) avec un SMIC à 1800€, soit une augmentation générale pour toutes et tous de 300€.

On sait où sont les capacités d'investissements, de travail qualifié et où cela devrait amener des embauches.

Donnons les moyens à la population, localement, d'exprimer ses besoins et ses propositions !

Ce ne doit pas être « une idée pour le temps que ça se calme ». Mais un droit démocratique : que les élu.e.s et candidat.e.s aux diverses élections, comme les fonctionnaires, écoutent... Il s'agit d'inventer comment ne pas en rester dans la démocratie revendicative et inventer des formes qui permettent une intervention dans les décisions politiques. Mais aussi de rétablir les droits face à des administrations qui ont développé depuis quelques années l'arbitraire et l'autoritaire sur les populations qu'elles sont censées servir ; comme le dit l'Article 14 de la déclaration des droits de 1793 : « Le peuple est le souverain, les fonctionnaires publics sont ses commis ».

Avec ce mouvement, il est possible de faire un pas vers une reconstruction des objectifs politiques et des forces d'un mouvement d'émancipation, par un rassemblement à dynamique de classe.

Etienne Adam, Pierre Cours-Salies (2 décembre 2018)

1 – En Europe, le taux d'emplois élevé et le taux de chômage plus bas qu'en France s'explique souvent (Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne) par 20 à 35% des emplois avec des contrats de moins de 20h par semaine, parfois zéro heures sauf jobs aléatoires de quelques heures...

2 – Selon une étude en mai 2018, l'ONG Oxfam et le BASIC révèlent comment les grandes entreprises alimentent les inégalités : sur 100€ de bénéfices, elles versent en moyenne 67€ aux actionnaires et seulement 5€ aux salariés.

3- Dans l'automobile, 75% du travail est fait par des sous-traitants. Dans l'agro-alimentaire ce sont les agriculteurs qui triment et les marques qui gagnent. Dans les Grandes surfaces, ce sont les grands groupes qui placent leur argent et les artisans et tous les producteurs qui sont payés au lance-pierre.

4 – Il faut lire l'excellent article de Gérard Noiriel, dans Le Monde du 28 novembre.